

## Niger : les proches des Rwandais du TPIR en résidence surveillée à Niamey lancent un nouvel appel

RFI, 9 mai 2024

**Fin 2021, huit Rwandais étaient transférés au Niger par le mécanisme de l'ONU chargé des derniers dossiers du TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda). Tous ont pourtant été soit acquittés par le TPIR, soit libérés après avoir purgé leur peine. Mais leurs avocats et leurs proches dénoncent leurs conditions de vie à Niamey, en résidence surveillée.**

Mardi 7 mai, l'un d'eux, Anatole Nsengiyumva, est décédé dans la capitale nigérienne. C'est le deuxième décès depuis leur arrivée.

Antoine Mukiza, dont le père (âgé de 86 ans) se trouve à Niamey, lance un cri d'alarme au micro de Magali Lagrange de la rédaction Afrique RFI et en appelle aux nouvelles autorités du Niger.

« *Ce n'est pas normal que ces personnes qui sont acquittées, ou ayant*

*purgé leur peine, puissent se retrouver emprisonnées. L'appel que l'on voudrait faire aux autorités du Niger, c'est de libérer en premier lieu nos parents, pour qu'ils puissent vraiment retrouver leur liberté, pour qu'ils puissent aussi avoir accès facilement aux soins de santé – monsieur Anatole a succombé suite au manque de soins et de traitement liés à une maladie qu'il avait. Et puis de leur remettre leurs documents d'identité pour qu'ils puissent s'intégrer correctement dans la société nigérienne. Nous sommes disposés à rencontrer les représentants de la République du Niger afin d'exposer nos doléances et de parler de la situation de nos parents. On voudrait aussi demander une dérogation pour que leurs familles puissent leur rendre visite, surtout pour la famille de monsieur Anatole qui a une grande partie de sa famille en France. »*